



ADF AUJOURD'HUI

Jeudi, 14 octobre 2010

Agir face aux changements climatiques pour promouvoir un développement durable en Afrique

L'Afrique n'a pas beaucoup à espérer de Cancún...

Par Marie-Noëlle Guichi

Meles Zenawi, Premier Ministre de la République fédérale démocratique d'Éthiopie est pourtant catégorique: «Nous ne pouvons pas accepter, ni aujourd'hui, ni demain, de payer pour les crimes des autres.»

La vérité, dit-il, c'est que l'Afrique, qui ne contribue qu'à hauteur de 4% aux émissions de gaz à effet de serre, paie le plus lourd tribut des effets des changements climatiques. Des données fournies par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) lui donnent raison. Elles montrent qu'un quart de la population africaine vit à moins de 100 km des côtes et que les villes les plus importantes du continent se trouvent sur le littoral et sont donc très vulnérables à l'élévation du niveau de la mer, à l'érosion côtière et aux phénomènes extrêmes. «Nous allons nous battre sur chaque centime pour obtenir les fonds promis par les pays industrialisés. Il ne s'agit d'ailleurs pas d'une assistance,

mais d'une avance sur la réparation des dégâts causés en Afrique», a-t-il mentionné hier, 13 octobre 2010, lors de la première séance plénière du Forum pour le développement de l'Afrique (ADF VII), séance portant sur le «Dialogue de dirigeants de haut niveau sur la gouvernance et la réaction des dirigeants face aux changements climatiques».

La rencontre était présidée par Jean Ping, Président de la Commission de l'Union africaine. Meles Zenawi qui s'exprimait en tant que porte-parole des négociateurs africains sur les changements climatiques a dénoncé le manque de direction au plan mondial. Pour lui, «les dirigeants n'ont pas fait beaucoup d'efforts pour éduquer leurs populations sur les dégâts des changements climatiques et le besoin urgent de débloquent les financements attendus par l'Afrique». La conséquence de ce déficit d'information, à son avis, est que dans la plupart des pays industrialisés, grands coupables de la pollution environnementale, une bonne frange de la population s'oppose au déblocage du financement promis. Ces finance-



À gauche (assis): Jens Stoltenberg; au centre (assis) Jean Ping et à droite (assis) Meles Zenawi.

ments s'élèvent à 30 milliards de dollars des États-Unis entre 2010 et 2012 et 100 milliards de dollars par an d'ici à 2020 pour permettre aux pays africains en développement d'appli-

quer des mesures équilibrées d'adaptation et d'atténuation.

Autour de Meles Zenawi, trois autres intervenants ont pris la parole: Donald Kaberuka, Président de la Banque africaine de développement (BAD); Jens Stoltenberg, Premier Ministre de la Norvège et Festus Mogae, ancien Président du Botswana. Pour Jens Stoltenberg, l'Afrique ne doit pas s'attendre à un miracle. Comme à Copenhague l'année dernière, il pense que le sommet de Cancún en novembre prochain pourrait encore être un échec si l'Afrique exige la signature d'un accord global contraignant pour les pays industrialisés. Il conseille aux dirigeants africains d'être réalistes, et d'accepter d'abord un accord sur la forêt et le financement rapide (les 30 milliards de dollars des États-Unis promis entre 2010 et 2012). Les autres demandes pourraient être présentées aux conférences à venir, principalement celle prévue en Afrique du Sud en 2011.

Tout en appelant les dirigeants africains à s'engager plus fortement pour faire face au changement climatique, Jean Ping a pour sa part tenu à souligner que ADF VII n'a pas l'intention de produire un document exprimant la position de l'Afrique à Cancún. Il estime que ADF VII doit servir de cadre pour que le continent parle d'une seule voix à Cancún.

Quant à Donald Kaberuka, il relève que la capacité des dirigeants africains à faire face aux changements climatiques serait un test de leadership pour eux en matière de gouvernance. Pour lui, il y a eu un sous investissement chronique dans le domaine de l'énergie en Afrique, alors que le continent est riche de toutes les sources d'énergie existantes, qui devraient être utilisées pour soutenir le développement. Comme Meles Zenawi, il estime que le continent, pour n'avoir pas pollué autant que les autres, ne doit pas payer le prix fort pour les effets des changements climatiques. Festus Mogae dit compter énormément sur cet ADF VII qui devra permettre à l'Afrique de cristalliser sa position.

Clim-Dev met 147 millions de dollars à la disposition de l'Afrique *Interview réalisée par Marie-Noëlle Guichi*

Le programme Clim-Dev Afrique a été officiellement lancé hier à Addis-Abéba, suivi de la plantation d'arbres dans les jardins de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) par les trois dirigeants qui portent ce projet. Un geste symbolique posé par Jean Ping, Président de la Commission de l'Union africaine; Donald Kaberuka, Président de la Banque africaine de développement et Abdoulaye Janneh, Secrétaire général adjoint de l'Organisation des Nations Unies et Secrétaire exécutif de la CEA. ADF Aujourd'hui a rencontré Al-Hamdou Dorsouma, Expert supérieur en changements climatiques à la Banque africaine de développement (BAD), pour mieux comprendre les enjeux de ce programme et son impact dans la lutte contre les effets des changements climatiques en Afrique.

ADF Aujourd'hui - À votre avis, pourquoi est-il important d'avoir des données ou un réseau d'informations sur le changement climatique en Afrique?

L'Afrique est la région au monde la plus faiblement couverte par les stations météorologiques. Le nombre de stations météorologiques au km² en Afrique est en deçà du minimum requis pour intégrer l'information climatique dans le processus de planification du développement. L'Afrique manque donc considérablement de données et d'informations climatiques fiables pour faire en sorte que les aspects liés aux changements climatiques soient adéquatement pris en compte dans les politiques, programmes et projets de développement du continent.



Pour Al-Hamdou Dorsouma, les communautés locales bénéficieront d'un meilleur accès aux données climatiques.

ADF Aujourd'hui - Concrètement, quel type d'appui le programme Clim-Dev apporte-il à l'Afrique?

Le programme va commencer à mettre en oeuvre des actions concrètes pour une période initiale de quatre ans, avec un budget estimatif de 147 millions de dollars des États-Unis. Le programme Clim-Dev-Afrique appuiera des projets qui contribuent notamment à la sauvegarde et à la gestion des données et informations climatiques, la mise à niveau des systèmes d'observation et de collecte de données climatiques, les projections et scénarios climatiques et le renforcement des capacités.

ADF Aujourd'hui - Quels en sont les premiers bénéficiaires?

Les bénéficiaires directs de ce programme sont les décideurs politiques africains, y compris les gouvernements africains, les communautés économiques régionales, les négo-

ciateurs africains ainsi que les organismes de recherche, les médias, etc. Les bénéficiaires finaux sont, bien entendu, les communautés locales qui dépendent des conditions climatiques aléatoires et des ressources naturelles de plus en plus rares pour leur survie.

ADF Aujourd'hui - Quel est l'apport de la Banque africaine de développement dans la mise en oeuvre de ce programme en Afrique?

La Banque africaine de développement (BAD) prend une part active dans la mise en oeuvre de ce programme. En effet, la BAD est l'un des partenaires clés du programme, aux côtés de la Commission de l'Union africaine et de la CEA. La Banque a mis en place le Fonds spécial Clim-Dev-Afrique pour financer la mise en oeuvre du programme. Le Fonds a déjà été approuvé par le Conseil des Gouverneurs de la banque en mai dernier, et sera bientôt opérationnel.

Par ailleurs, la Banque finance déjà à hauteur de 30 millions de dollars des États-Unis, un projet de renforcement des capacités institutionnelles de quatre importants centres régionaux africains en charge de la production et diffusion des données et informations climatiques. Il s'agit du Centre africain des applications météorologiques pour le développement (ACMAD), le Centre régional Agrhymet, le Centre de prédictions et applications climatiques de l'IGAD (ICPAC) et le Centre de suivi de la sécheresse (DMC). Ce genre d'actions est censé se poursuivre également à l'endroit des services nationaux météorologiques en Afrique dont les capacités nécessitent aussi d'être fortement renforcées.

Le Prince de Galles invite l'Afrique à adopter la résilience et l'adaptation

Par Marie-Noëlle Guichi

Les changements climatiques sont une réalité. Il s'agit à présent de voir comment s'adapter à ces changements et en limiter les dégâts. Telles sont les questions qu'un panel d'experts environnementaux ont abordées hier 13 octobre lors d'une session du 7^e Forum pour le développement de l'Afrique consacrée à l'adaptation aux changements climatiques et à l'atténuation de leurs effets.

Le Colonel Matar Cissé, Ingénieur des eaux et forêts; Jaakko Nuottokari de l'Institut météorologique de Finlande; Vahid Alavian, Conseiller en énergie hydraulique à la Banque Mondiale et Andrew Steer, Envoyé spécial pour le changement climatique auprès de la Banque mondiale ont tous ont prédit un réchauffement rapide de la planète si les évolutions actuelles persistent et les politiques en oeuvre ne sont pas revues.

Les panélistes se sont montrés d'accord avec les prévisions de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), qui soutient qu'en l'absence de nouvelles mesures de lutte contre le changement climatique, les gaz à effet de serre devraient augmenter d'environ 52 % d'ici à 2050. En conséquence, la température du globe augmenterait de 1,7 °C à 2,4 °C par rapport aux niveaux préindustriels, soit une hausse au moins deux fois supérieure à celle enregistrée entre 1899 et 2005. En revanche, si l'on passe à l'action dès aujourd'hui, on peut réduire les émissions mondiales de presque 40 % d'ici à 2050 par rapport au niveau atteint en 2000, et placer les émissions sur une trajectoire qui permette de stabiliser les concentrations atmosphériques à des niveaux peu élevés et de limiter sensiblement le risque de subir les impacts les plus graves du changement climatique à longue échéance.

Le Colonel Matar Cissé a partagé avec l'assistance les réussites de la «Grande mu-



La Grande muraille verte est l'un des projets de lutte contre l'avancée du désert.

raille verte», un projet de la Communauté des États sahélo-sahariens (Cen-Sad), soutenu par l'Union africaine, et qui vise à lutter contre l'avancée rapide du désert en reboisant une bande de 15 kilomètres de large et plus de 7000 kilomètres de long entre Dakar et Djibouti. La «muraille» traversera le Sénégal, la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger, le Nigeria, le Soudan, l'Érythrée et finira à Djibouti. Le projet prévoit également la construction de 80 bassins de rétention par pays traversés et l'introduction d'animaux sauvages dans la végétation qui sera ainsi formée.

Andrew Steer insiste quant à lui sur la nécessité de mettre sur pied un Fonds vert pour

financer les mesures destinées à lutter contre les changements climatiques. Ce fonds serait constitué d'une redevance imposée aux producteurs d'énergie, donc émetteurs de carbone.

Dans un message vidéo, son Altesse royale le Prince Charles du Royaume-Uni, rappelle que, pour l'essentiel, le réchauffement climatique est dû aux activités humaines, en particulier à la production et à la consommation de combustibles fossiles, au développement de l'agriculture et aux changements d'affectation des terres. Ces activités ont provoqué une augmentation des émissions de gaz à effet de serre qui s'est

traduite par une modification de l'atmosphère terrestre.

Le Prince de Galles propose une action concrète: son projet sur les forêts tropicales lancé en 2007. «Notre objectif est d'appeler à une action urgente pour protéger les forêts tropicales, sans lesquelles nous perdrons très probablement la bataille contre le catastrophique changement climatique», explique le Prince de Galles. Selon lui, le principal défi pour l'Afrique reste la résilience et l'adaptation par une utilisation pérenne des forêts ainsi que par l'utilisation du compost en agriculture en lieu et place des intrants agricoles issus du carburant fossile.

Clim-Dev: les données climatologiques au service du développement

Par Junior Mbilongo

La Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) et l'Organisation Météorologique mondiale (OMM) ont lancé hier 13 octobre Clim-Dev Afrique, un programme conjoint pour améliorer la surveillance du climat, les services climatologiques et la gestion des risques liés au climat en Afrique. Le lancement a eu lieu en marge du 7^{ème} Forum pour le développement de l'Afrique, qui se tient du 10 au 15 octobre à Addis-Abéba, sur le thème «Agir face aux changements climatiques pour promouvoir un développement durable en Afrique».

Clim-Dev Afrique (le climat au service du développement en Afrique) vise à infléchir toute la politique africaine dans le domaine du climat afin d'aider les pays africains à réaliser les Objectifs de développement du Millénaire. Conçu pour durer dix ans, ce programme concerne les 53 pays africains et est soutenu par les autorités nationales.

Les informations climatologiques revêtent une importance cruciale lorsqu'il s'agit de faire face aux conséquences de la variabilité du climat pour l'agriculture (mauvaises récoltes, maladies etc), les ressources en eau et la santé, et de contrer les menaces des catastrophes naturelles. Or, en Afrique, les réseaux d'informations de ce type sont peu performants et ne

cessent de se détériorer.

Conçu principalement pour répondre aux besoins des utilisateurs dans les secteurs de l'agriculture, de la santé et des ressources en eau, le programme Clim-Dev Afrique cherche à faciliter la prise en compte de l'information climatologique dans les pratiques de développement sur tout le continent africain.

Dans une première phase, le programme démontrera l'utilité des informations relatives aux risques climatiques et la façon dont elles peuvent être mises à profit pour la protection des personnes et des biens et la sauvegarde des moyens de subsistance.

L'Afrique, qui pollue peu, avec environ 3 à 4 % des émissions mondiales à effet de serre, paie le prix fort pour les changements climatiques: elle est affectée par ces changements de façon disproportionnée par rapport à sa responsabilité dans la crise climatique mondiale. L'incidence du changement climatique en Afrique laisse prévoir une augmentation des sécheresses, des inondations et autres événements climatiques extrêmes, qui ne feront qu'accroître les pressions sur les ressources en eau, l'agriculture, la sécurité alimentaire et la santé.

Clim-Dev résulte d'une collaboration entre la CEA et le Système mondial d'observation du climat, qui en 2006, ont mis au point une stratégie et un programme d'action pour



Les informations climatologiques sont cruciales pour informer les programmes environnementaux.

améliorer l'accès aux informations sur le climat pour le développement en Afrique. Clim-Dev a été approuvé par les Chefs d'État des pays membres de l'Union africaine.

Le saviez-vous?

- Sur 50 pays dont l'approvisionnement alimentaire est le plus menacé, 36 sont africains.
- En 2025, près de la moitié de la population de l'Afrique, qui devrait s'élever à 1,45 milliards de personnes, devra faire face à un stress hydrique ou à une pénurie d'eau.
- Dans la région, 31 % des pâturages sont touchés par surpâturage et 19 % des forêts et terres boisées sont également classées comme dégradées.
- Le coût potentiel pour l'Afrique de l'adaptation aux changements climatiques sera de l'ordre de 20 à 40 milliards de dollars des États-Unis par an vers 2025.
- Les coûts de l'atténuation sont estimés pour l'Afrique entre 5 et 10 milliards de dollars des États-Unis par an d'ici à 2030, si l'on veut parvenir à stabiliser à 2 °C le réchauffement climatique.
- L'Afrique perd plus de 4 millions d'hectares de forêts chaque année, soit deux fois le taux moyen de déforestation dans le monde.
- Les effets des changements climatiques augmenteront de 24 millions le nombre d'enfants mal nourris d'ici à 2050, l'Afrique subsaharienne devant enregistrer la hausse la plus élevée.
- La part de l'Afrique dans les financements pour lutter contre les émissions de carbone est de 7 %.

Données tirées des douze documents de travail préparés par la CEA à l'occasion du 7^e Forum pour le développement de l'Afrique, Addis-Abéba, 10-15 octobre 2010.

Exposer pour expliquer

Par Roukiattou Ouédraogo

«**D**onnez-moi votre carte, je passerai certainement visiter votre organisation de retour au pays. Je pense que nous pouvons travailler en synergie». Cette scène se déroule devant le stand du Women Environmental Programme (WEB) à l'exposition qui se tient en marge du 7^e Forum pour le développement de l'Afrique (ADF VII), du 10 au 15 octobre à Addis-Abéba.

Les propos sont ceux d'un participant au Forum, le 13 octobre. WEB, une ONG nigériane créée en 1997 par un groupe de femmes est présente à cette exposition pour partager sa vision sur la nécessité de prendre en compte la dimension genre dans un contexte de changement climatique. «Les femmes et les hommes sont différents. Leurs challenges et leurs besoins aussi. Il en va de l'impact du changement climatique sur leur vie» peut-on lire sur une des affiches du stand. Dans ce stand, les femmes de WEB exposent leurs rapports, leurs brochures, et la Présidente de l'ONG est également présente pour répondre aux questions des visiteurs.

Plus loin, une dame prend place dans le stand du Bureau de Oxfam Canada en Éthiopie. «Je suis aussi à ce Forum pour découvrir des initiatives réussies en matière d'adaptation aux effets du changement climatique par les communautés à la base.» Il s'agit de Wendi Lossha Bernadeh, Présidente nationale et Coordonnatrice de Actwid Kongdjem climat change issues, du Cameroun. Elle voit en l'exposition une occasion de découvrir des expériences et des programmes concrets en

matière d'adaptation aux changements climatiques. «(...) l'une de mes missions c'est de collecter des informations intéressantes que je partagerai avec elles (les femmes camerounaises, ndlr) à mon retour» dit-elle.

En face d'Oxfam, Bio Economy Africa (BEA), une organisation non gouvernementale intervenant entre autres en Éthiopie, en Côte d'Ivoire, en République démocratique du Congo et au Mozambique, expose une ferme biologique en miniature. «Nous travaillons avec des fermiers, et nos fermes biologiques ont été mise en place pour leur apprendre comment améliorer leur manière de cultiver» nous précise une des animatrices du stand.

La maquette est une reproduction d'un écosystème d'une région où les mouches tsé-tsé posent un réel problème aux populations. Cette représentation miniature permet de visualiser la réalité avec les fermiers et d'imaginer ensemble des solutions. Sur l'image, on voit l'environnement à problème, puis l'environnement reconstitué.

À l'exposition, on peut voir également des solutions en matière d'énergie solaire. Solar Energy Fondation travaille à fournir de l'énergie aux communautés villageoises d'Éthiopie pour remédier au moins partiellement au manque d'électrification en zones rurales. À côté des plaques solaires de plusieurs tailles sont exposées des batteries solaires multifonctionnelles pouvant servir d'ampoules d'éclairage, de chargeur de portable, ou de source d'alimentation pour un ordinateur. L'un des programmes phares mené par la Fondation est le projet «Solar



Le stand de Bio Economy Africa à l'exposition d'ADF VII.

light for Education» (lumière solaire pour l'éducation). Dans le cadre de ce projet, la Fondation a collaboré avec des collectivités locales pour équiper les cases, les écoles, les églises et les centres de santé avec l'énergie solaire. Si les composantes du système solaire sont importées, la boîte solaire est produite à Addis-Abéba et les parties assemblées sur place à Rema, à 230 km au Nord d'Addis-Abéba.

Au stand du Centre africain de météorologie appliqué au développement (ACMAD), dont la mission est de faire des prévisions météorologiques et climatologiques, on découvre en quoi la maîtrise des données météorologiques peuvent aider à informer et prévenir des phénomènes liés aux variations climatiques. C'est un sujet qui est d'ailleurs au cœur

de l'initiative Clim-Dev Afrique (détaillée en page 1 de ce numéro).

L'exposition est aussi une occasion pour les visiteurs de discuter, de se documenter sur de nombreux projets menés en Afrique pour contrer les effets du changement climatique et de se rendre compte de la variété des domaines auxquels touche le changement climatique: l'eau, les forêts la restauration des terres, les sources d'énergie renouvelables, les organismes de financement, la population, les infrastructures. L'exposition démontre aussi que la société civile africaine est à l'œuvre, sur tous ces fronts, pour combattre les effets des changements climatiques.

L'exposition qui est ouverte depuis le 11 octobre, fermera ses portes le 15 octobre, à la clôture d'ADF VII.

Les modèles du changement climatique sont complexes – et les dieux sont en colère

Par Mercy Wambui

À suivre les débats du 7^e Forum pour le développement de l'Afrique (ADF VII) sur le changement climatique, on pourrait se perdre dans les données techniques, issues de modèles complexes. Il fallait un film pour expliquer en termes simples le changement climatique.

«The gods must be angry» (Les dieux sont en colère), un film de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), montre en quoi le changement climatique affecte les Africains au quotidien. Ce documentaire a été tourné au Ghana, au Tchad et au

Nigéria et dépeint l'impact du phénomène sur des gens qui souvent, n'ont aucune idée de ce qui se passe. Comme le dit un pêcheur de Keta, au Ghana «les dieux sont en colère».

«Nous avons fait ce film pour montrer aux dirigeants mondiaux et aux décideurs les dures réalités du changement climatique en Afrique» dit Yinka Adeyemi, un diplômé d'Harvard qui depuis des années présente avec passion aux décideurs des questions complexes liées au développement.

«Le changement climatique est une question complexe et très technique, mais en fin de compte, il s'agit des individus, de leur capacité à comprendre l'impact du phénomène, à s'y adapter et à survivre» dit-il, avant d'ajouter: «Nous espérons que ce film va faire bouger le débat de la théorie à la pratique pour que des réponses appropriées en résultent, des réponses qui soient formulées dans l'intérêt des Africains.»

Ermias Woldeamlak, le réalisateur du film, et un artiste reconnu en Éthiopie, explique que le film a été réalisé sous pression: «Nous n'étions plus qu'à quelques semaines d'ADF VII, et nous devions couvrir un vaste sujet, et assimiler beaucoup d'informations.»

Diplômé de l'Université d'Addis-Abéba en littérature et anglais, Ermias a commencé à faire des films «un peu par hasard». «La Ethiopian Film Corporation m'avait demandé de faire des recherches pour des documentaires, et ensuite je suis allé au National Film and Television Institute (Institut national du film et de la télévision, ndlr) à Accra pour me spécialiser comme réalisateur.»

Ermias a vécu le régime de «Terreur rouge» en Éthiopie avant d'en faire un film. Il sait ce que c'est d'être sous pression: «pour "The gods must be angry", les recherches et le tournage ont eu lieu presque simultanément.»

Quand on lui demande ce qu'il retiendra de ce tournage, Ermias explique: «Le changement climatique semble souvent être un problème distant. Mais quand j'ai vu l'océan détruit à Keta – cette image a changé toute ma perspective.»

Keta est connue pour ses belles plages et

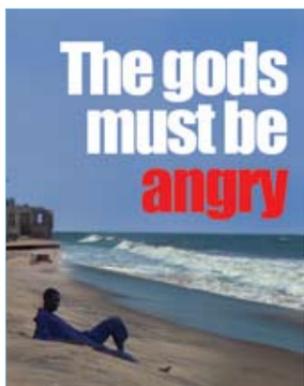
ses lagons, sur la côte Sud du Ghana, en bord de l'Océan atlantique. En 1957 déjà, plus de la moitié de Keta avait été érodée par l'Atlantique. Aujourd'hui, on estime que plus de 70 % de Keta est sous l'océan.

«Je ne suis pas surpris par le commentaire du pêcheur de Keta pour lequel les dieux semblent être en colère. Nous nous intéressions

aux pêcheurs, aux fermiers. Tout comme à Keta, la disparition du lac Tchad est visible, et l'impact se fait sentir sur les populations locales», dit Ermias.

Yinka Adeyemi se souvient des moments forts du tournage: «C'était difficile. Nous parlions à des gens qui font face au quotidien à des réalités que nous, nous ne connaissions qu'en théorie, par les livres. Et le fait que nous ne puissions rien faire pour les aider rendait les choses encore plus difficiles.»

Il espère néanmoins que le film va pouvoir marquer les esprits, en vue du sommet sur le changement climatique prévu à Cancun en décembre. «J'espère que ce film contribuera aux débats», dit-il.



Une Toile verte

Dans quelle mesure puis-je réduire mes émissions de carbone grâce aux technologies de l'information, qui peuvent m'éviter de voyager? Comment économiser de l'énergie pour mon ordinateur? Quels sont les meilleurs sites en ligne pour tout savoir sur l'activisme environnemental, les dernières avancées de la recherche, ou les indicateurs de changement climatique?

Vous trouverez des réponses à toutes ces questions dans le nouveau répertoire «Greening IT» de l'Association pour le progrès des communications (APC). Le répertoire propose des liens vers des outils durables, is-



sus des technologies de l'information et de la communication (TICs), des initiatives et des expériences qui sont à la croisée des TICs, du changement climatique et de la durabilité de l'environnement.

Le répertoire est accessible à: <http://greeningit.apc.org>

Micro trottoir

«Si vous étiez un(e) président(e) africain(e), quelles mesures prendriez-vous pour enrayer les changements climatiques?»

Par Roukiattou Ouédraogo

Des 700 délégués présents au 7^e Forum pour le développement de l'Afrique (ADF VII) qui se tient du 10 au 15 octobre 2010 au Centre de conférence des Nations Unies, à Addis-Abéba, chacun y va d'une réponse différente à cette question.



Adjoa Des Bordes, Traductrice freelance au Ghana:

«J'ai toujours pensé que c'est très important qu'on s'occupe des ordures (ménagères) en Afrique. Dans la plupart de nos pays et presque dans toutes nos villes, il y

a beaucoup d'ordures. On peut déjà commencer par là. Au niveau des foyers, des villes, il faut qu'on sache commencer à gérer ses ordures. Ce sont des mesures qui englobent tout le monde, les enfants, les adultes. Et cela passe par l'éducation, la formation de tous et surtout des enfants sur la gestion des ordures dans les écoles, dans les ménages.»

«Je mettrais l'accent sur la gestion des ordures dans nos villes.»

El Hadji Mbaye M. Diagne, Président du Comité national changements climatiques du Sénégal:

«Pour moi, l'action principale à mener pour faire face aux changements climatiques, c'est d'intégrer la dimension changement climatique au niveau de

«Il faut des engagements politiques forts»

tous les processus de planification des politiques de développement au niveau national, que ce soit dans le domaine de l'eau, de l'agriculture, de l'énergie. Il faut aussi développer des politiques très fortes en matière de changement climatique et de développement durable avec une très forte adhésion et un engagement politique au plus haut niveau de l'État. Mais il faudra aussi mettre en place des plans et des programmes en matière d'adaptation aux changements climatiques pour atténuer surtout ses effets sur nos populations les plus pauvres, les plus vulnérables.»



Maimouna N. Mills, Conseillère régionale du Programme des Nations Unies pour le développement au Sénégal:

«Il y a plusieurs mesures phares à prendre et les dirigeants en ont conscience. Mais je pense surtout, en sillonnant l'Afrique, que l'une des choses les plus importantes, c'est de combattre la désertification. Si nous donnons accès aux ménages, en particulier ruraux, à des sources renouvelables d'énergie,

ils auront moins tendance à couper les arbres, et tendance aussi à en planter. Il y a bien sûr l'initiative de la Grande muraille verte (un projet qui prévoit de reboiser une bande de 15 kilomètres de large et de 7.000 kilomètres de long, qui s'étend de Dakar à Djibouti, ndlr), mais il faudrait que davantage de personnes soient impliquées et surtout en comprennent les enjeux.

«Pour l'Afrique, l'une des choses les plus importantes c'est de combattre la désertification.»

Il y a aussi le problème d'érosion côtière. Je viens du Sénégal, qui est entouré par l'eau, et on voit clairement l'érosion côtière. Cela est dû à plusieurs facteurs comme le changement climatique, mais aussi les implantations sauvages de maisons, et les camions qui vont tout le temps prendre du sable et des roches au niveau des côtes.

Donc il faut une véritable mesure politique non seulement pour mettre les ressources en place pour combattre les effets du changement climatique, mais aussi pour avoir des politiques sociales et économiques et mettre en place des mesures mettant en garde les populations contre les effets de certaines de leurs pratiques. Ces deux aspects sont à mon avis des mesures urgentes et sont des choses qui peuvent être faites rapidement. Ce sont aussi des choses que les populations africaines peuvent s'approprier parce qu'elles en voient les impacts tous les jours dans leur vie quotidienne.»



Ishola Williams, Secrétaire exécutif du PanAfrican Strategic and Policy Research Group du Nigéria:

«(...) je mettrais l'accent sur l'eau. Pour moi, la maîtrise de l'eau est très impor-

tante du point de vue individuel, dans le domaine agricole, pour les animaux, pour tous les êtres vivants. Si aujourd'hui un pays maîtrise son secteur de l'eau, je suis convaincu que son économie va progresser. Il s'agira donc de faire tout les efforts pour trouver les technologies à la pointe qu'on peut utiliser pour assurer de l'eau (en quantité) suffisante pour les hommes et pour l'économie.»

«Je mettrais l'accent sur la maîtrise et la gestion de l'eau»



Mme Fatima Sbai, Chef de service environnement, Ministère de l'énergie et des mines au Maroc:

«Il faut que l'Afrique s'unisse pour mener un lobbying. Face à ce phénomène,

le constat est que l'Afrique n'est pas vrai-

ment un acteur principal dans ces changements climatiques, mais elle subit ces changements climatiques, malgré les efforts que nous faisons. Nous avons besoin encore d'être unis face aux pays industrialisés, pour qu'on puisse avoir les appuis nécessaires pour faire face à ces changements climatiques, notamment pour trouver des mesures d'adaptation.»

«Il faut que l'Afrique s'unisse pour mener un lobbying.»

Adama Ekberg Coulibaly, Division de la sécurité alimentaire et du développement durable, CEA :

«Je pense que le changement climatique est un phénomène que nous ne pouvons pas arrêter. Pour cela, il faut surtout pour l'Afrique voir comment renforcer les capacités de tous ces acteurs au niveau institutionnel et communautaire sur les problématiques du changement climatique. Cette approche doit mettre l'accent sur les populations rurales avec en ligne de mire la prise en compte des femmes et des jeunes. Cette politique de renforcement des capacités doit être soutenue par des outils comme des systèmes d'information, des technologies, qui existent ailleurs, qui permettront de prévoir et d'anticiper les chocs à venir. L'information est la chose qui peut aider aussi tout le monde à bien se préparer pour contrer les effets de ces changements. Ces informations doivent être complètes et fiables pour que chacun à son niveau puisse prendre toutes les dispositions nécessaires pour s'adapter.»

«Il faut mettre l'accent sur le renforcement des capacités et l'information»

Abdelkader Allali, Président de l'Association marocaine pour la santé et l'environnement:

«Pour agir pour un environnement durable, il n'y a pas besoin d'être décideur politique. La société civile fait actuellement beaucoup d'activités en partenariat avec les décideurs pour faire face à ces changements. Mais

«Informer et sensibiliser les populations»

pour moi, l'une des actions concrètes à mener c'est l'information et la sensibilisation des populations sur les causes et les conséquences des changements climatiques. Beaucoup de gens ignorent par exemple que les pollutions, le réchauffement climatique, sont des causes de maladies chroniques. S'ils s'en rendent compte, beaucoup prendront certainement des dispositions déjà à l'échelle individuelle pour atténuer les impacts.»



Yesmeseratch Tewolde, Centre de conférences, CEA:

«Si j'étais une présidente, dans mon pays par exemple, on coupe trop les arbres surtout pour des besoins ménagers. La première mesure à

prendre c'est d'arrêter la coupe abusive des bois. En Éthiopie on dit que les trois quarts du pays étaient constitués de forêts. Maintenant, je pense que ce n'est pas plus d'un tiers. Le changement climatique est réel, parce qu'il fait très chaud maintenant, ce qui n'était pas le cas avant. Si on compare le climat d'il y a dix à maintenant, on voit le changement. Lutter contre la coupe abusive des arbres c'est la première mesure que je prendrais.»

«La première mesure à prendre c'est d'arrêter la coupe abusive des bois.»

Climate Change Awareness CONCERT

On **Friday 15 October 2010**
At **6:30 pm**
Venue **ECA Compound - South Parking**

Ras Kimono

Bruktawit Getahun

Jonny Ragga

Abenasu Shota

Eric Wainaina

Girum Mezmur

ADF Aujourd'hui est produit par une équipe de journalistes indépendants

Rédacteurs: Rangarirai Shoko, Journaliste, Zimbabwe et Bénédicte Walter, Consultante.
Journalistes: Brenda Zulu, Journaliste freelance, Zambia; Gabriel Sunday, Correspondant sur les questions environnementales, News Agency of Nigeria; Marie-Noëlle Guichi, Rédactrice en chef, Le Messenger, Cameroun; Ochieng Ogodo, News Editor, SciDev Net, Kenya; Roukiattou Ouédraogo, Journaliste, La Nouvelle Page, Burkina Faso.
Photographes: Antonio Fiorente et Yohannes Zirotti.
Mise en page et impression: Section de la gestion des conférences et des publications, CEA.

Pour accéder à la version en ligne du journal: www.uneca.org/adfVII